



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 31/12/2025

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DALKIA

Rue Henri Sellier
79000 Souche

Références : 0007202488/2025/423

Code AIOT : 0007202488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement DALKIA implanté 52 RUE HENRI SELLIER 79000 NIORT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 sur les installations de combustion moyenne de puissance comprise entre 5 et 50 MW relevant de la rubrique 2910 de la nomenclature.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DALKIA
- 52 RUE HENRI SELLIER 79000 NIORT
- Code AIOT : 0007202488
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DALKIA exploite régulièrement sur son site de Niort une chaufferie destinée à alimenter les immeubles d'habitation du quartier du Clou Bouchet qui est déclarée sous la rubrique 2910-A relative aux installations de combustion par les récépissés de déclaration n° 4859 du 15 juin 1998 et n° 5008 du 1er juillet 1999 ainsi que par la prise d'acte de bénéfice d'antériorité n° D8220 du 7 avril 2016.

Le site, qui appartenait à l'organisme Deux-Sèvres Habitat, est désormais propriété de la commune de Niort. La société DALKIA exploite le site dans le cadre d'une délégation de service public (DSP).

Depuis un an, la DSP ne porte que sur la chaufferie d'alimentation, la partie dédiée à la cogénération n'est actuellement plus exploitée.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2	Sans objet
4	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III	Sans objet
5	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet
6	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société DALKIA exploite régulièrement la chaufferie du Clou Bouchet.

Seule une partie du site est actuellement exploitée. En fonction des choix retenus pour la continuité ou non de l'exploitation de la cogénération, l'exploitant ou le nouvel exploitant réalisera une nouvelle télédéclaration adaptée : séparation du site en deux entités, cessation d'activité de la cogénération...

Les résultats de mesure de l'activité de cogénération n'ont pas été présentés par l'exploitant car les moteurs ne font plus partie de la délégation de service public et ils ne sont pas en fonctionnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débutée avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none">- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. » R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente. R.515-116 : I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations

classées.
<p>Constats :</p> <p>Le site est bien enregistré sur le registre MCP avec le numéro d'identification 13523076.</p> <p>Il est précisé la présence de 5 appareils composant l'installation pour une puissance totale de 18.601 MW comprenant 3 chaudières avec des puissances individuelles de 5.185 MW, 3.303 MW et 3.182 MW, ainsi que 2 moteurs pour la cogénération d'une puissance individuelle de 4.159 MW et 2.772 MW.</p> <p>Les données enregistrées ne correspondent pas aux informations transmises par l'exploitant à la préfecture en avril 2009 à la suite de la réhabilitation de l'installation et la conversion des chaudières fuel en chaudières fonctionnant au gaz naturel par changement des brûleurs.</p> <p>La puissance totale de l'installation y est de 17 941 kW comprenant 3 chaudières d'une puissance thermique respective de 4 652 kW, 3 000 kW, 2 908 kW ainsi que 2 moteurs de cogénération de 4 159 kW et 2 772 kW.</p> <p>Les données actualisées ont été enregistrées au titre de la réglementation des installations classées par la prise d'acte n° D8220 du 7 avril 2016.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la mise à jour des informations disponibles sur le registre via le lien suivant : https://demarche.numerique.gouv.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...]</p> <p>Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.</p> <p>Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est connecté au réseau de gaz naturel.</p> <p>Il n'y a pas d'autres combustibles utilisés sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Vérification de la réalisation du contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Suite à la dernière visite d'inspection du 16 septembre 2015, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser le contrôle périodique des installations. L'exploitant a présenté le rapport du contrôle réalisé le 10 novembre 2015 par APAVE qui précise l'absence de non-conformités majeures et la présence de 8 autres non-conformités. L'exploitant a précisé que les autres non-conformités avaient été corrigées. Lors de la présente visite, l'exploitant a précisé que le prochain contrôle était programmé le 9 décembre 2025 par APAVE. Conformément à l'article R.512-57 du code de l'environnement, la périodicité du contrôle est de 5 ans maximum et cette périodicité peut-être portée à 10 ans maximum pour les installations dont le système de management environnemental a été certifié. L'exploitant a présenté à l'inspection le certificat du système de management intégré QSE incluant le management environnemental par la norme ISO 140001 : 2015, réalisé par AFAQ et valable du 24 juillet 2025 au 31 juillet 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informe l'inspection si des non-conformités sont relevées lors du prochain contrôle périodique et précise les actions correctives prévues le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Décla AVANT 01/01/2014 - Pt >5MW - > 500h/an – à compter du 01/01/25
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <p>- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]</p> <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³) [...]</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :</p> <p>5 ≤ P < 10 : - / 150 / - / 100</p> <p>P ≥ 10 : - / 120 (2) / - / 100</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des mesures atmosphériques de la chaudière 1 et 3 réalisées par APAVE le 25 mars 2025 et ceux de la chaudière 2 réalisées par APAVE le 30 octobre 2025. L'exploitant a précisé que la chaudière 2 était en panne lors de l'intervention de mars 2025.</p> <p>Les résultats en Oxyde d'azote (NO_x) et en Monoxyde de carbone (CO) pour les 3 chaudières sont inférieurs au seuil réglementaire respectif de 150 mg/Nm³ et de 100 mg/Nm³ et sont donc conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le livret de chaufferie papier est présent sur le site et a été présenté à l'inspection. Les éléments vus lors de la visite y sont enregistrés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R.224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R.224-20 à R.224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
Constats : L'exploitant a présenté le contrôle périodique de l'efficacité énergétique qui a été réalisé par APAVE en mars 2025. Le rendement caractéristique de la chaudière 1 est de 93.5 %, et celui de la chaudière 3 est de 92.3 % pour un rendement réglementaire minimum de 87 %. La chaudière 2 n'avait pas pu être testée car elle était à l'arrêt. Le rapport fait mention d'observations uniquement sur certaines sous-stations permettant d'alimenter les bâtiments de logement. L'exploitant a précisé que certains travaux sur des sous-stations avaient été réalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le prochain rapport de contrôle indiquant le rendement caractéristique de la chaudière n° 2.
Type de suites proposées : Sans suite